




INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS


Août 2000


FAITS SAILLANTS

 **En mai, la production a connu un regain, sous l'effet de la relance du secteur de l'automobile et de la vigueur du secteur de la haute technologie.**

 **En juillet, l'emploi a légèrement régressé pour un deuxième mois de suite, portant à 6,8 % le taux de chômage au Canada.**

 **L'inflation, mesurée selon l'IPC, a augmenté pour s'établir à 2,9 % en juin. Néanmoins, excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, l'inflation reste dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle.**

 **Les actions canadiennes continuent de surpasser les titres américains, l'indice TSE 300 étant supérieur au Dow Jones pour la première fois en plus de cinq ans.**

 **L'économie américaine a profité d'une solide croissance au deuxième trimestre, grâce à une autre amélioration importante de la productivité.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	779,9	0,6	4,8	Mai
Biens	262,0	0,9	6,6	Mai
Services	517,9	0,5	3,9	Mai
Indice composite	163,0	0,4	8,1	Juin
Emplois (En milliers)	14 874	-0,1	2,3	Juillet
Temps plein	12 179	0,0	2,8	Juillet
Temps partiel	2 694	-0,8	-0,2	Juillet
Chômage (En %)	6,8	6,6	7,6	Juillet
Jeunes*	12,6	11,8	13,9	Juillet
Adultes*	5,6	5,6	6,3	Juillet
Inflation mesurée par l'IPC*	2,9	2,4	1,6	Juin
Ventes au détail (En M\$)	22 675	0,4	6,2	Mai
Mises en chantier (En milliers)	165,0	22,2	13,9	Juillet
Balance commerciale* (En M\$)	3 748	2 957	2 465	Mai
Exportations	34 299	4,6	18,4	Mai
Importations	30 551	2,4	15,3	Mai
M&É	10 354	3,8	18,5	Mai
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,90	5,89	4,91	2 août
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,50	5,61	5,74	2 août
Dollar canadien* (En cents US)	67,14	67,54	66,39	4 août

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les Indicateurs économiques mensuels (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 4 août 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Éric Chalifoux, Julie Dubois, Joe Macaluso, Alison McDermott, Arif Mahmud et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



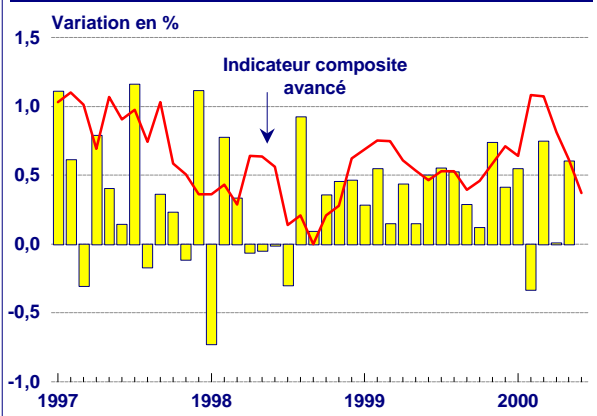
En mai, la production a progressé...

- En mai, le PIB réel au coût des facteurs s'est ressaisi, augmentant de 0,6 %, après avoir enregistré une légère pause le mois précédent. Cette hausse est attribuable à la vigueur des secteurs des biens et des services, notamment à la reprise du secteur manufacturier et à la performance éclatante des industries de haute technologie.

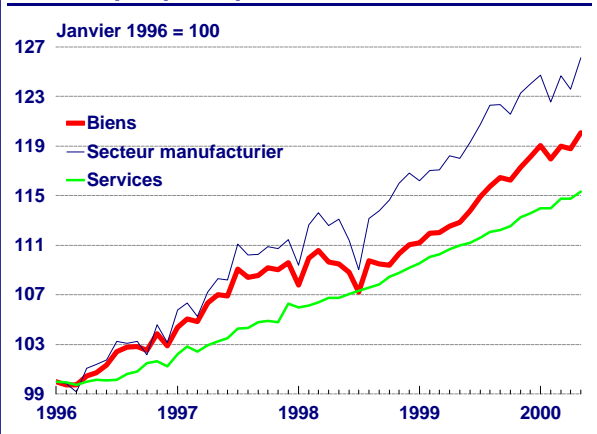
...la plupart des principaux groupes industriels faisant état de gains

- En mai, la production de biens a crû de 0,9 %, sous l'impulsion principalement d'un important gain de 1,7 % de la production manufacturière. Cette hausse est attribuable en grande partie au redressement de la production dans l'industrie automobile, même si celle-ci accuse un recul de 5,1 % au chapitre de la production par rapport au récent sommet conjoncturel, des signes de ralentissement des ventes d'automobiles ayant été observés. La production de biens électriques et électroniques s'est également accrue, surtout celle des fabricants d'équipement de télécommunications, d'ordinateurs et de matériel connexe. Dans l'industrie de la construction, l'activité a été ralentie par la grève des transporteurs de ciment de Toronto (la grève a pris fin à la mi-juin).
- Dans le secteur des services, la production globale s'est améliorée de 0,5 % en mai, les secteurs du transport et du commerce de gros affichant les gains les plus importants. Bien que le niveau d'activité dans le commerce de détail n'ait pratiquement pas changé, les services aux entreprises ont enregistré une hausse de 0,6 %, alimentée par les gains réalisés par les entreprises d'informatique et d'experts-conseils en haute technologie.

PIB réel au coût des facteurs



PIB réel par principal secteur



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Mai 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	779 864	4 672	0,6	4,8
Secteur des entreprises	649 866	4 308	0,7	5,6
Biens	261 971	2 212	0,9	6,6
Agriculture	13 761	-37	-0,3	2,5
Pêche et piégeage	756	7	0,9	-6,8
Abattage du bois et foresterie	4 739	98	2,1	4,9
Exploitation minière*	29 286	175	0,6	11,4
Sect. manufacturier	143 745	2 387	1,7	6,9
Construction	42 925	-887	-2,0	4,0
Autres services publics	26 759	469	1,8	6,6
Services	517 893	2 460	0,5	3,9
Transport et entreposage	36 340	496	1,4	4,8
Communications	29 761	131	0,4	11,8
Commerce de gros	47 425	861	1,8	3,8
Commerce de détail	48 191	-7	-0,0	4,9
Finance et assurances	44 284	58	0,1	7,8
Agents d'ass. et agents imm.	81 271	261	0,3	2,5
Services commerciaux	46 652	301	0,6	8,4
Services gouvernementaux	46 241	214	0,5	1,9
Enseignement	40 584	63	0,2	0,4
Soins de santé et services sociaux	47 186	35	0,1	0,4
Logement et alimentation	19 816	-12	-0,1	1,1
Autres	30 142	59	0,2	1,7

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel



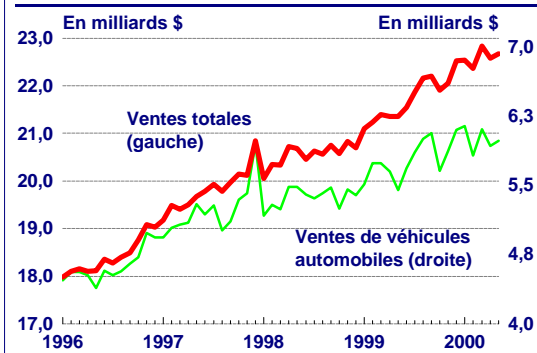
Les dépenses de consommation ont conservé leur vigueur au premier trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 3,4 % (taux annuel) au premier trimestre de 2000, soit à un rythme légèrement plus lent que celui du trimestre précédent.
- Malgré un temps d'arrêt dans les ventes d'automobiles, les dépenses de consommation ont surtout été le fait des biens durables et semi-durables. Le niveau élevé d'activité sur les marchés financiers a donné un élan aux dépenses liées aux services financiers, juridiques et autres pour un cinquième trimestre d'affilée.

...mais elles pourraient s'atténuer au cours des prochains trimestres

- Les gains récents au chapitre du revenu devraient contribuer à stimuler les dépenses des ménages. De fait, au premier trimestre, le revenu disponible des particuliers s'est accru de 5,5 % (taux annuel), ce qui constitue la quatrième augmentation trimestrielle consécutive de plus de 4 %. Cependant, la récente montée des taux d'intérêt et le ralentissement du rythme de création d'emplois ont affaibli quelque peu la confiance des consommateurs.
- En mai, les ventes au détail ont progressé de 0,4 %, à la faveur surtout du secteur de l'automobile. Néanmoins, les ventes enregistrées au cours d'avril et de mai ne sont, en moyenne, supérieures que de 0,2 % à celles observées au premier trimestre. Selon d'autres indicateurs connexes, une augmentation des ventes d'automobiles était attendue pour juin, mais l'emploi s'est beaucoup affaibli en juin et juillet.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

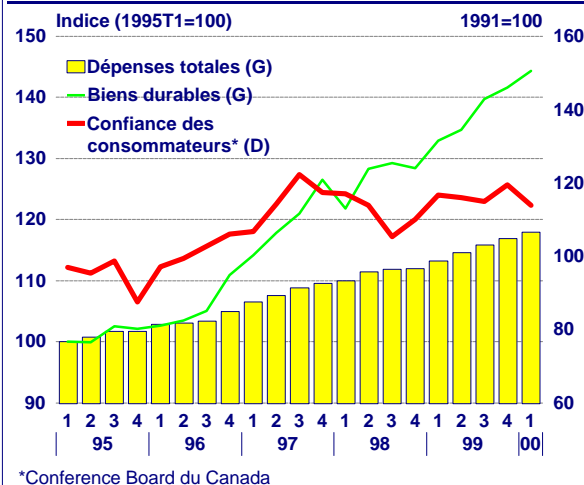
Mai 2000	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 675	0,4	6,2
Alimentation	5 030	-1,3	2,5
Pharmacies	1 129	0,1	2,6
Vêtements	1 230	0,6	2,0
Meubles	1 251	-0,4	11,3
Automobiles	9 065	1,5	11,2
Magasins de march. diverses	2 562	0,3	2,6
Tous les autres magasins	2 408	0,8	1,8
Total excluant véhicules automobiles	16 691	0,2	5,0
Crédit à la consommation	179 718	1,2	9,1

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)	1998		1999		2000	
	T4	T1	T4	T1	T4	T1
Consommation réelle (En \$ 1992)	487 866	504 763	512 468	516 804		
Variation en %	2,9	3,5	3,7	3,4		
Biens durables	66 487	71 859	74 136	75 604		
Variation en %	5,9	8,1	5,2	8,2		
Biens semi-durables	45 751	47 103	47 544	48 516		
Variation en %	4,4	3,0	-0,3	8,4		
Biens non durables	120 795	123 344	124 580	125 012		
Variation en %	1,7	2,1	3,2	1,4		
Services	254 833	262 457	266 208	267 672		
Variation en %	2,5	3,0	4,2	2,2		
Revenu disponible	567 960	590 608	600 560	608 680		
Variation en %	3,9	4,0	4,5	5,5		
Taux d'épargne (En %)	4,5	3,7	3,2	3,4		
Ratio d'endettement (En %)	94,9	96,1	96,4	96,3		

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





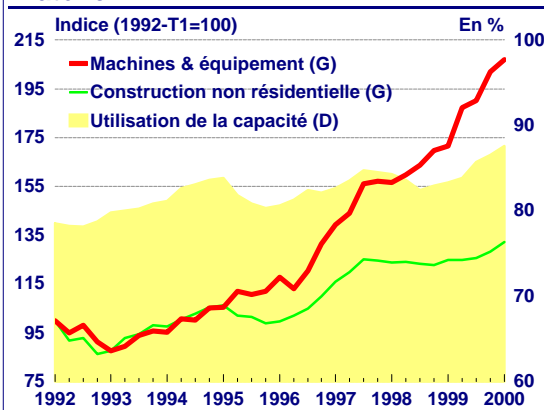
Au premier trimestre, les investissements des entreprises ont solidement progressé...

- Au premier trimestre, les investissements des entreprises dans les usines et l'équipement ont grimpé de 11,2 % (taux annuel), après avoir fait un bond encore plus important au quatrième trimestre. Les dépenses relatives aux M&É ont crû de 10,5 %, surtout grâce à la vigueur des achats d'ordinateurs et de matériel de bureau.
- La construction non résidentielle a progressé de 12,5 % au premier trimestre. L'intensification de l'activité dans les champs de pétrole a été alimentée par l'augmentation des prix de l'énergie.

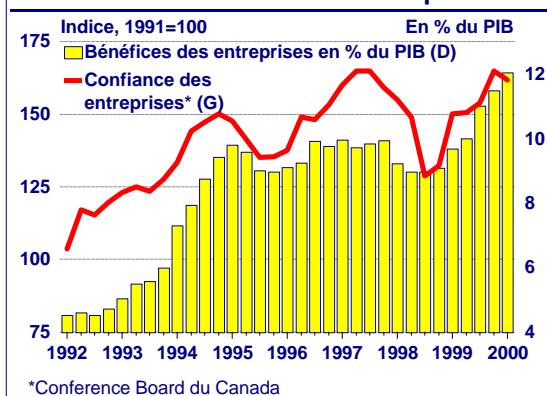
...et il semble qu'ils continueront sur cette lancée tout au long de l'année

- Les perspectives semblent favorables à l'investissement pour le reste de l'année 2000, compte tenu de la vigueur des bénéfices d'exploitation des entreprises et des taux élevés d'utilisation de la capacité. En effet, selon la plus récente enquête sur les perspectives d'investissement, les investissements dans les usines et l'équipement devraient croître de 5,1 % pour l'ensemble de 2000.
- En mai, les importations de machines et d'équipement ont augmenté de 3,8 %, après avoir fortement progressé de 2,0 % en avril. Toutefois, la grève des travailleurs du ciment de Toronto a fait fléchir de 2,7 % le niveau d'activité dans la construction non résidentielle en mai.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T2	1999 T3	1999 T4	2000 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	65 357	75 557	75 396	76 508	81 248	83 304
Variation en %	9,0	15,6	41,9	6,0	27,2	10,5
Construction non résidentielle (1992\$)	39 502	40 288	39 956	40 200	41 040	42 264
Variation en %	1,7	2,0	0,0	2,5	8,6	12,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,3	84,8	83,8	85,7	86,5	87,6
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,8	85,7	84,5	86,8	87,2	87,9
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	142 296	174 317	170 760	181 716	189 792	213 156
Variation en %	-13,3	22,5	47,3	28,2	19,0	59,1
Bénéfices - Industries non financières	94 891	123 372	117 724	129 740	135 332	147 744
Variation en %	-13,6	30,0	27,9	47,5	18,4	42,0
Bénéfices - Industries financières	47 406	50 945	53 036	51 976	54 460	65 412
Variation en %	-12,5	7,5	105,3	-7,8	20,5	108,1
Crédit aux entreprises	686 869	717 831	711 297	720 870	730 899	741 583
Variation en %	10,0	4,5	1,7	5,5	5,7	6,0



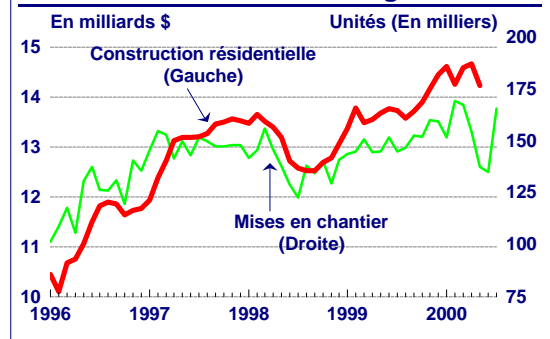
Au premier trimestre, le marché du logement a affiché un gain important...

- Les investissements dans la construction résidentielle ont connu une vive croissance (9,8 %) au premier trimestre de 2000, à la suite d'un bond encore plus impressionnant au trimestre précédent.
- Les dépenses relatives aux travaux de rénovation ont connu leur deuxième hausse trimestrielle consécutive, et le marché de la revente est resté actif. Cependant, la construction de logements neufs a ralenti, ce qui tranche avec la forte hausse observée au quatrième trimestre.

...et les perspectives pour le reste de l'année semblent bonnes

- Les récentes baisses des taux hypothécaires et le taux de chômage qui se maintient à un niveau peu élevé sont de bon augure pour le marché de l'habitation.
- Même si l'activité dans la construction résidentielle a été ralentie en mai par la grève des travailleurs du ciment de Toronto, les facteurs fondamentaux sous-jacents semblent sains. La valeur des permis accordés dans le secteur de la construction résidentielle a crû de 7,7 % au premier semestre de 2000 comparativement à l'année dernière. De plus, à la suite du règlement de cette grève à la mi-juin, le nombre de mises en chantier a fait un bond après quatre mois de baisses consécutives.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

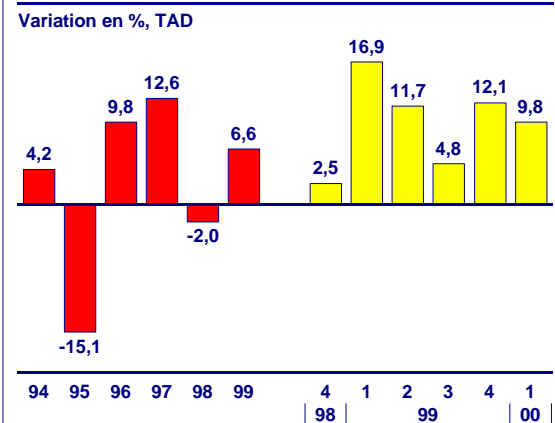
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	14 225	-3,0%	4,0%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 730	4,8%	1,5%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	19 358	-223	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	165 000	30 000	20 100
Terre-Neuve	1 400	600	500
Île-du-Prince-Édouard	400	0	-100
Nouvelle-Écosse	3 700	900	1 400
Nouveau-Brunswick	1 900	500	-200
Québec	21 400	4 900	3 100
Ontario	80 700	23 500	20 600
Manitoba	1 500	-100	-1 100
Saskatchewan	2 200	-300	-1 100
Alberta	20 000	-700	-100
Colombie-Britannique	11 300	-800	-2 600

1 - Données de mai 2 - données de juin 3- données de juillet
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immobilier

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	1999 T4	2000 T1
Construction résidentielle	41 523	44 259	45 760	46 844
Variation en %	-2,0	6,6	11,8	9,8
Construction par secteur	41 277	43 983	45 496	46 572
Variation en %	-2,0	6,6	12,1	9,8
Logements neufs	20 701	22 258	23 472	23 652
Variation en %	-3,5	7,5	21,3	3,1
Travaux de réparation et d'amélioration	13 640	14 399	14 848	15 520
Variation en %	2,4	5,6	19,9	19,4
Frais de propriété et de transfert	7 182	7 259	7 440	7 672
Variation en %	-5,7	1,1	-23,2	13,1

Croissance de la construction résidentielle réelle





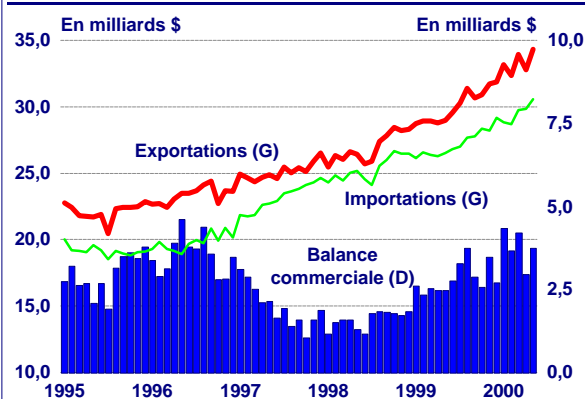
En mai, les exportations ont été plus importantes que les importations...

- En mai, les exportations ont augmenté de 4,6 %, stimulées par la hausse des ventes de M&É, de métaux et de pétrole brut. Dans le cas des M&É, la hausse est attribuable à un accroissement des exportations d'équipement de pointe (équipement de télécommunications, ordinateurs ainsi que composants électriques et électroniques).
- Les importations se sont accrues de 2,4 %, grâce surtout à la progression des M&É liés à des investissements et aux produits énergétiques.
- Les récentes augmentations des exportations et des importations de produits énergétiques sont principalement attribuables au renchérissement du pétrole brut. De même, la plus grande valeur du commerce des biens et matériaux industriels est la conséquence d'une augmentation du prix des métaux.

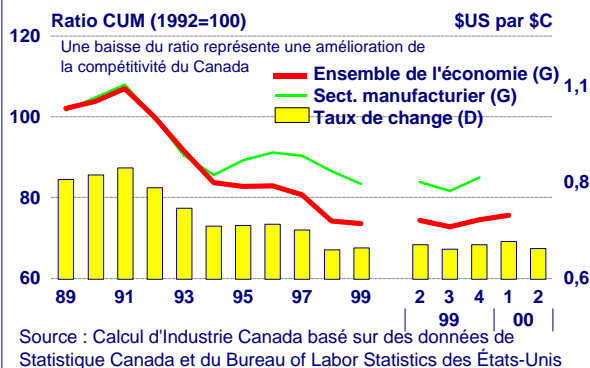
...ce qui a poussé à la hausse l'excédent commercial

- Comme l'augmentation des exportations a été plus importante que celle des importations, l'excédent au titre du commerce des marchandises du Canada a crû pour se situer à 3,7 milliards de dollars en mai.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Mai 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Avril 2000	Mai 2000	Janv.-mai 1999	Janv.-mai 2000	Avril-mai 2000	Avril-mai 2000	Mai 1999-mai 2000	
Exportations	32 794	34 299	144 279	166 489	1 505	4,6	18,4	
vers les États-Unis	28 401	29 610	123 569	143 091	1 209	4,3	19,2	
Importations	29 837	30 551	131 878	147 593	714	2,4	15,3	
en provenance des États-Unis	22 020	22 143	101 688	109 549	123	0,6	8,8	
Balance commerciale	2 957	3 748	12 401	18 896	791			
avec les États-Unis	6 381	7 467	21 881	33 542	1 086			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 211	2 299	10 456	11 110	88	4,0	6,1	
Produits énergétiques	3 289	3 623	10 172	17 408	334	10,2	44,3	
Produits de la forêt	3 535	3 525	15 714	17 582	-10	-0,3	11,0	
Biens et matériaux industriels	5 142	5 527	23 068	26 414	385	7,5	20,8	
Machines et équipement	8 305	8 997	34 166	41 368	692	8,3	36,1	
Produits automobiles	7 901	7 928	39 351	40 750	27	0,3	3,5	
Autres biens de consommation	1 174	1 198	5 608	5 850	24	2,0	9,1	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 455	1 510	7 328	7 478	55	3,8	2,9	
Produits énergétiques	1 437	1 642	3 540	7 013	205	14,3	114,4	
Produits de la forêt	256	259	1 108	1 260	3	1,2	17,7	
Biens et matériaux industriels	5 931	5 972	25 104	29 076	41	0,7	19,9	
Machines et équipement	9 974	10 354	43 773	49 043	380	3,8	18,5	
Produits automobiles	6 369	6 451	30 827	32 190	82	1,3	4,2	
Autres biens de consommation	3 328	3 304	15 050	16 217	-24	-0,7	8,6	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

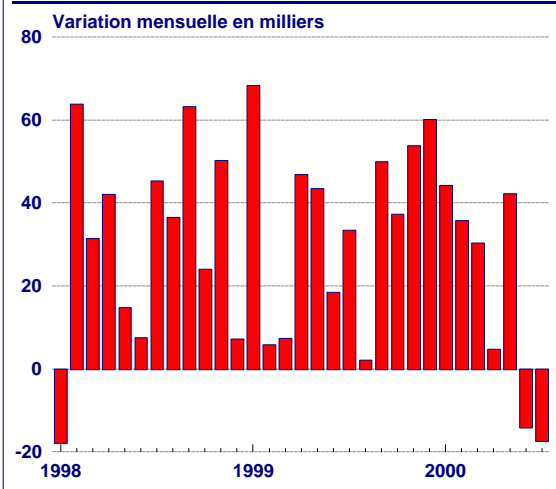
En juillet, l'emploi a continué à régresser...

- Le nombre d'emplois a diminué de 17 000 en juillet, marquant une deuxième baisse mensuelle consécutive. Après une période de vigueur, qui s'est prolongée de la fin de 1999 au premier trimestre de 2000, la croissance de l'emploi a considérablement ralenti au cours des quatre derniers mois.
- À elles seules, les pertes d'emplois à temps partiel (-23 000) sont responsables de cette régression, puisque le nombre d'emplois à temps plein a légèrement augmenté (+5 000) en juillet. Cette situation contraste nettement avec celle de juin, où les pertes d'emplois se situaient toutes dans l'emploi à temps plein.

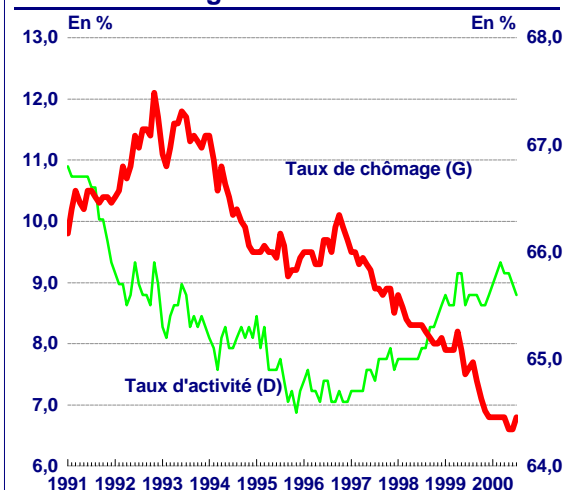
...portant ainsi à 6,8 % le taux de chômage

- En juillet, le taux de chômage national s'est accru de 0,2 point de pourcentage, celui-ci se fixant à 6,8 %, sous l'effet d'un affaiblissement de l'emploi chez les femmes adultes et d'une forte progression de la population active chez les jeunes. Ainsi, le taux de chômage chez les femmes adultes a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 5,7 %. Malgré une hausse du nombre d'emplois, le taux de chômage chez les jeunes a crû de 0,8 point de pourcentage, se fixant à 12,6 %, en raison d'une poussée du taux de participation.
- En juillet, le nombre d'emplois chez les hommes adultes a légèrement augmenté, mais un recul de la population active a fait baisser de 0,3 point de pourcentage le taux d'emploi, celui-ci s'établissant à 5,5 %.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 1999	Juin 2000	Juillet 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 544,2	14 890,8	14 873,5	-17,3	329,3	126,0	-0,1	2,3
Temps plein	11 845,9	12 174,0	12 179,2	5,2	333,3	83,8	0,0	2,8
Temps partiel	2 698,4	2 716,8	2 694,3	-22,5	-4,1	42,2	-0,8	-0,2
Jeunes 15-24	2 210,9	2 263,2	2 274,7	11,5	63,8	20,6	0,5	2,9
Adultes 25+	12 333,3	12 627,6	12 598,8	-28,8	265,5	105,5	-0,2	2,2
Travailleurs indépendants	2 457,4	2 417,5	2 409,1	-8,4	-48,3	-99,9	-0,3	-2,0
Chômage	1 190,8	1 051,2	1 077,1	25,9	-113,7	2,2	2,5	-9,5
Taux de chômage	7,6	6,6	6,8	0,2	-0,8	0,0		
Jeunes 15-24	13,9	11,8	12,6	0,8	-1,3	-0,5		
Adultes 25+	6,3	5,6	5,6	0,0	-0,7	0,0		
Population active	15 735,0	15 942,0	15 950,6	8,6	215,6	128,3	0,1	1,4
Taux d'activité	65,6	65,7	65,6	-0,1	0,0	0,0		
Taux d'emploi	60,7	61,4	61,2	-0,2	0,5	0,0		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation de l'industrie



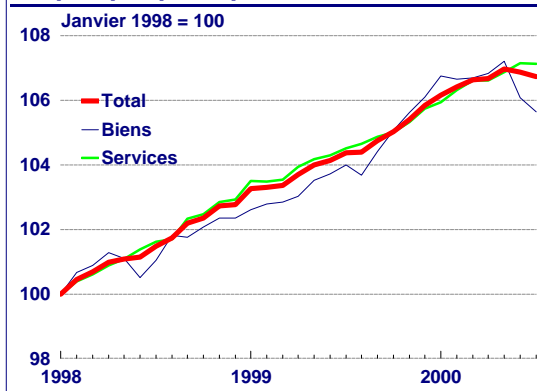
Les pertes d'emplois sont encore concentrées dans les industries productrices de biens...

- En juillet, le nombre d'emplois dans le secteur des biens a diminué de 16 000, des pertes étant observées dans toutes les grandes catégories, sauf la construction. L'amélioration notée dans la construction fait suite à quatre baisses d'affilée, tandis que l'emploi s'est détérioré pour un deuxième mois de suite dans le secteur manufacturier.
- Dans l'ensemble du secteur des services, la situation de l'emploi a peu évolué. Les pertes subies par la santé et les services sociaux ainsi que les services d'enseignement ont largement été compensées par les gains enregistrés par la finance ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques.

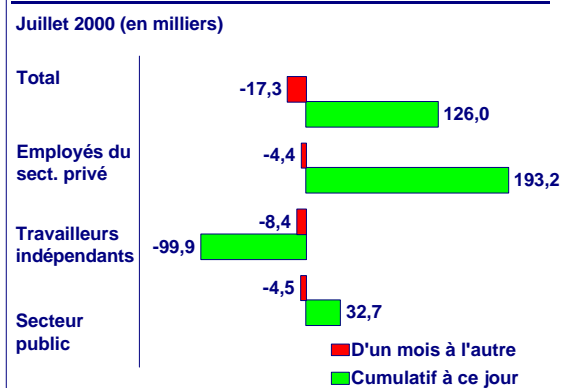
...puisque l'emploi dans les secteurs public et privé a fléchi

- Dans le secteur public, le nombre d'emplois a diminué de 5 000 en juillet en raison des pertes observées dans les services d'enseignement ainsi que la santé et les services sociaux.
- En juillet, le secteur privé fait état d'une deuxième baisse mensuelle consécutive de l'emploi, un repli étant constaté dans le nombre de travailleurs autonomes et d'employés rémunérés.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 1999	Juin 2000	Juillet 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 788,8	3 864,8	3 849,1	-15,7	60,3	-16,2	-0,4	1,6
Agriculture	409,4	377,0	368,9	-8,1	-40,5	-30,2	-2,1	-9,9
Ressources naturelles*	260,4	286,6	284,9	-1,7	24,5	9,6	-0,6	9,4
Services publics	117,4	117,0	115,8	-1,2	-1,6	0,4	-1,0	-1,4
Construction	770,9	808,5	825,4	16,9	54,5	18,0	2,1	7,1
Fabrication	2 230,6	2 275,7	2 254,1	-21,6	23,5	-14,1	-0,9	1,1
Services	10 755,5	11 026,0	11 024,4	-1,6	268,9	142,2	-0,0	2,5
Commerce	2 244,4	2 303,5	2 311,9	8,4	67,5	40,2	0,4	3,0
Transport	751,4	780,0	777,1	-2,9	25,7	12,9	-0,4	3,4
FASI*	858,3	862,5	876,5	14,0	18,2	11,2	1,6	2,1
Services prof./scientifiques	912,6	933,5	948,4	14,9	35,8	21,9	1,6	3,9
Administration et gestion	520,8	550,7	551,9	1,2	31,1	34,4	0,2	6,0
Enseignement	982,9	981,2	961,1	-20,1	-21,8	-40,6	-2,0	-2,2
Soins de santé/assist. sociale	1 445,6	1 543,4	1 518,6	-24,8	73,0	46,7	-1,6	5,0
Information, culture, loisirs	636,5	663,2	664,7	1,5	28,2	28,5	0,2	4,4
Hébergement et restauration	913,7	974,1	970,8	-3,3	57,1	20,2	-0,3	6,2
Autres services	713,8	689,0	700,3	11,3	-13,5	-8,6	1,6	-1,9
Administration publique	775,6	744,8	743,2	-1,6	-32,4	-24,6	-0,2	-4,2

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



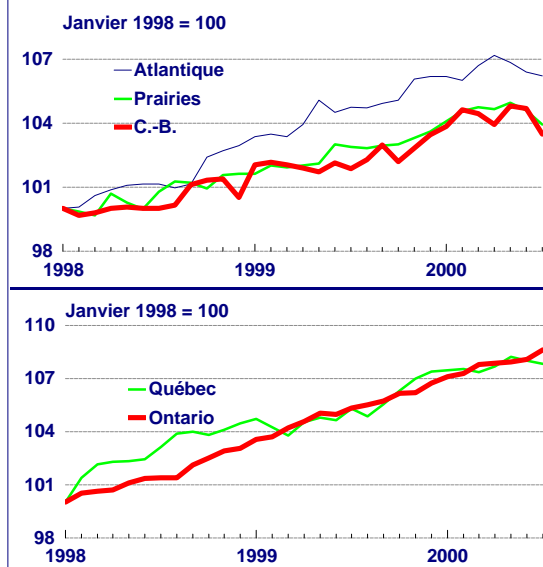
En juillet, la plupart des provinces ont enregistré une baisse de l'emploi...

- En juillet, le nombre d'emplois a diminué dans sept provinces sur dix, Terre-Neuve, la Colombie-Britannique et l'Alberta accusant les plus fortes pertes. Parmi les trois autres provinces, l'Ontario est celle qui a affiché la hausse la plus importante, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard a profité d'une légère augmentation et que la Nouvelle-Écosse n'a enregistré aucun changement.

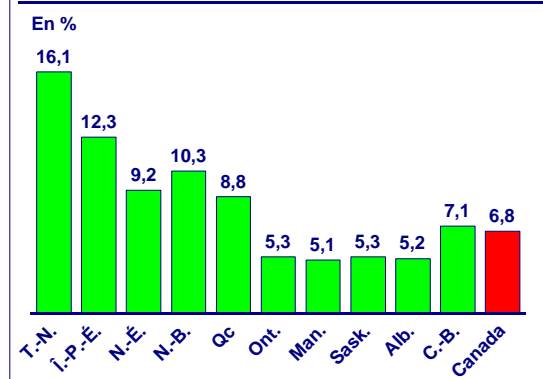
...et une hausse du taux de chômage

- Les taux de chômage sont plus élevés partout sauf en Ontario et en Saskatchewan. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse -- une hausse de 0,8 point de pourcentage dans les deux cas -- et sont principalement imputables à une augmentation de la population active plutôt qu'à une diminution du nombre d'emplois.
- Le taux de chômage à Terre-Neuve s'est accru de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 16,1 %, soit le taux le plus élevé au Canada.
- C'est encore au Manitoba que le taux de chômage est le plus faible (5,1 %). Les taux sont généralement plus bas dans les Prairies et en Ontario et plus élevés dans les provinces atlantiques.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Juillet 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Juillet 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier		l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier	
Canada	14 873,5	-17,3	-0,1	329,3	2,3	6,8	0,2	-0,8	
Terre-Neuve	201,5	-4,1	-2,0	-5,2	-2,5	16,1	0,7	-1,0	
Î.-P.-É.	63,9	0,1	0,2	2,3	3,7	12,3	0,8	-1,2	
Nouvelle-Écosse	419,7	-0,1	-0,0	11,2	2,7	9,2	0,8	0,0	
Nouveau-Brunswick	333,4	2,2	0,7	5,6	1,7	10,3	0,1	0,8	
Québec	3 440,4	-5,7	-0,2	81,7	2,4	8,8	0,4	-0,5	
Ontario	5 876,1	29,4	0,5	176,7	3,1	5,3	-0,1	-1,0	
Manitoba	554,3	-1,0	-0,2	13,3	2,5	5,1	0,7	-0,7	
Saskatchewan	483,8	-1,7	-0,4	2,5	0,5	5,3	-0,3	-0,5	
Alberta	1 571,4	-13,9	-0,9	10,7	0,7	5,2	0,2	-0,4	
C.-B.	1 929,0	-22,5	-1,2	30,3	1,6	7,1	0,4	-1,4	



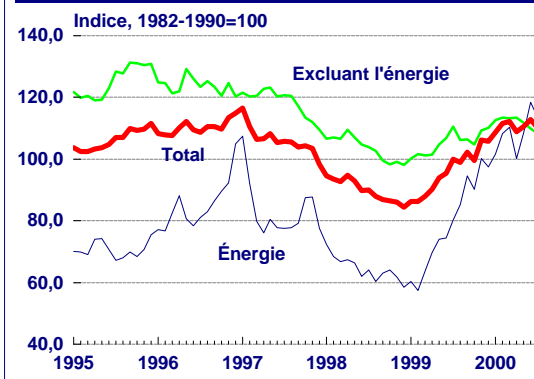
En juin, l'inflation a grimpé pour s'établir à 2,9 %...

- En juin, les prix à la consommation ont augmenté de 2,9 %, d'une année à l'autre, soit la plus forte hausse depuis mars. Le renchérissement de l'énergie, notamment le bond de 30,5 % des prix de l'essence par rapport à l'an dernier, est le principal facteur expliquant cette hausse. La hausse des frais d'intérêts hypothécaires ainsi que des frais de scolarité a également exercé une pression à la hausse sur l'inflation. Les prix des fruits frais, des automobiles, du matériel et des fournitures informatiques ont fléchi en juin, annulant en partie l'augmentation des prix notée ailleurs.
- Les prix se sont accrus de 0,6 % de mai à juin, marquant ainsi une deuxième hausse mensuelle consécutive.

...mais le taux d'inflation « de base » reste dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation « de base » s'est fixé à 1,4 % en juin, soit près de la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base se sont accrus de 10,1 % en juillet. Les prix de l'énergie ont grimpé de 41,3 %, alors que les prix des autres produits de base ont régressé de 2,0 %.

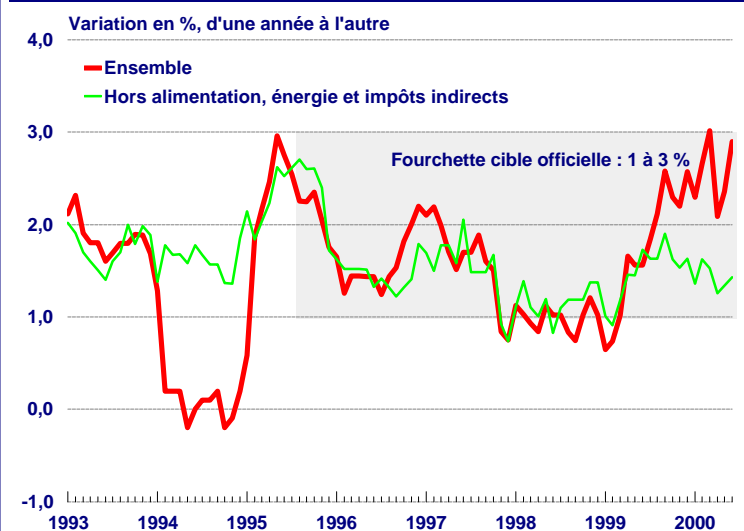
Prix des produits de base (\$ US)



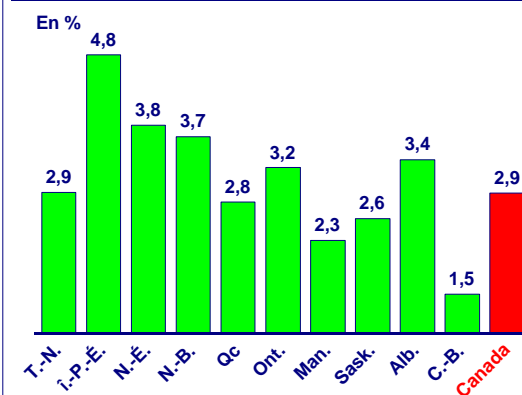
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	113,7	0,6	2,9
Alimentation	112,9	0,7	1,3
Logement	108,1	0,3	3,2
Équipement du ménage	109,9	0,3	0,6
Habillement et chaussures	104,6	-0,1	0,1
Transport	131,8	1,5	6,5
Santé et soins personnels	111,9	-0,2	1,3
Loisirs, formation et lecture	123,9	1,0	2,7
Alcool et tabac	97,9	0,5	3,4
IPC hors alimentation et énergie	113,6	0,3	1,4
Énergie	128,4	3,8	19,3
Prix des produits de base (juillet)			
Indice, 1982-1990=100	110,0	-2,5	10,1
Excluant l'énergie	108,2	-1,5	-2,0
Énergie	113,5	-4,1	41,3

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Juin 2000





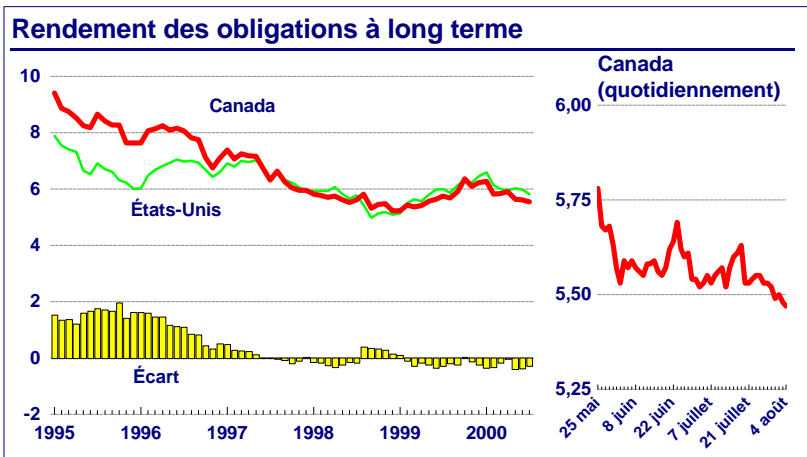
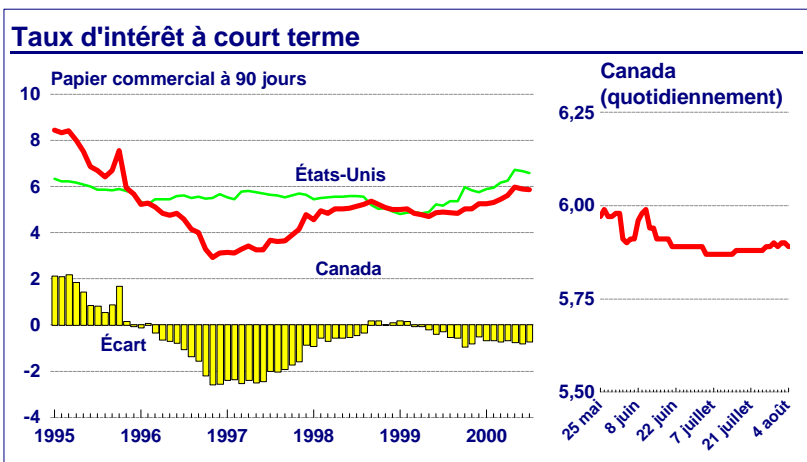
Taux d'intérêt à court terme et à long terme

En juillet, les taux d'intérêt à court terme n'ont pratiquement pas changé...

- La Banque du Canada n'est pas intervenue depuis mai, où elle avait haussé de 50 points de base son taux directeur. Comme les plus récentes données ne permettent pas d'évaluer la vigueur de l'économie ou les pressions inflationnistes, les investisseurs ne peuvent affirmer avec certitude si la Banque majorera prochainement les taux d'intérêt.
- Les taux d'intérêt à court terme déterminés par le marché ont donc été relativement stables, oscillant autour de 5,9 % pendant presque la totalité de juin et de juillet. Le 2 août, les taux d'intérêt à court terme au Canada ont clôturé à 71 points de base sous les taux comparables aux États-Unis.

...tandis que les rendements à long terme ont fléchi

- Les rendements des obligations à long terme se sont légèrement redressés durant les deux premières semaines de juillet, mais ils ont par la suite changé de trajectoire. À la clôture, le 2 août, les taux longs se situaient à 5,5 %, en légère baisse par rapport à la clôture de juin et en-dessous des taux à court terme canadiens.
- Toutefois, l'écart entre les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis s'est quelque peu amenuisé en juillet, les taux canadiens clôturant, le 2 août, à 27 points de base de moins que les taux comparables américains.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Févr. 2000	5,31	-0,64	5,83	-0,31
Mars	5,46	-0,72	5,84	-0,15
Avril	5,62	-0,64	5,92	-0,03
Mai	5,98	-0,74	5,63	-0,39
Juin	5,89	-0,78	5,61	-0,36
Juillet	5,88	-0,71	5,55	-0,27
2 août	5,90	-0,71	5,50	-0,27

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Févr. 2000	5,25	6,75	7,60	8,55
Mars	5,50	7,00	7,70	8,35
Avril	5,50	7,00	7,70	8,35
Mai	6,00	7,50	8,30	8,75
Juin	6,00	7,50	8,10	8,45
Juillet	6,00	7,50	7,90	8,25
2 août	6,00	7,50	7,90	8,25



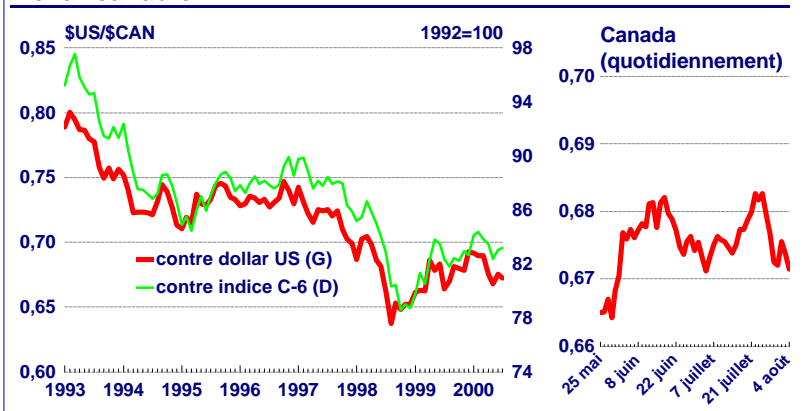
En juillet, le TSE 300 s'est légèrement redressé...

- Des rapports faisant état de gains supérieurs aux prévisions dans le secteur canadien de la haute technologie ont stimulé la demande de titres technologiques et propulsé l'indice TSE 300 au-dessus des 10 900 points pour la toute première fois, le 26 juillet. Plus tard, les prix des actions se sont repliés à la suite de la publication de résultats plus décevants concernant certaines entreprises de pointe. Somme toute, le TSE 3000 a gagné 2,1 % en juillet.
- À titre de comparaison, le Dow Jones a progressé de 0,7 % et le S&P 500 a perdu 1,3 % en juillet. Depuis le début de l'année, la valeur du TSE 300 s'est appréciée de plus de 25 %, tandis que le Dow Jones a régressé de 5,9 %. En fait, le 17 juillet, le niveau de l'indice canadien a surpassé celui du Dow Jones pour la première fois depuis mars 1995.

...alors que le dollar canadien a fléchi

- Le dollar canadien a pris de la valeur pendant presque tout le mois de juillet, s'élevant au-dessus des 68 cents US le 24 juillet. Toutefois, notre devise a perdu du terrain à la fin du mois, clôturant à 67,25 cents US, soit une légère baisse par rapport à la clôture de juin. L'incertitude entourant les perspectives d'évolution à court terme des taux d'intérêt canadiens (surtout par rapport aux taux américains) est responsable en grande partie de la volatilité qu'a connue le dollar durant le mois.

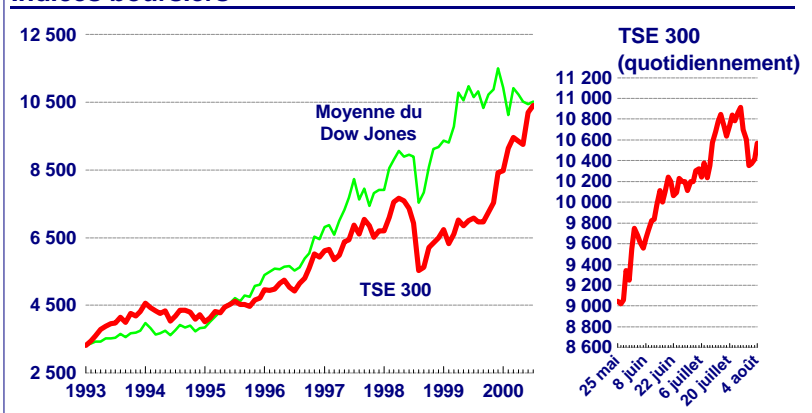
Dollar canadien



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Févr. 2000	0,6898	84,39	1,370	75,43
Mars	0,6899	83,84	1,388	72,77
Avril	0,6756	83,47	1,409	71,90
Mai	0,6682	82,37	1,442	72,41
Juin	0,6754	83,06	1,393	71,84
Juillet	0,6725	83,17	1,410	73,23
4 août	0,6714			

Indices boursiers



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - juillet	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	10 406	2,1	47,0
<i>Pétrole et gaz</i>	7 029	-6,0	10,3
<i>Métaux et minéraux</i>	3 392	1,9	-10,0
<i>Services publics</i>	14 247	0,3	72,3
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	4 909	-0,7	-2,0
<i>Entreprises de distribution</i>	5 268	1,2	-0,9
<i>Services financiers</i>	8 529	1,8	16,0
<i>Or</i>	3 958	-11,2	-21,5
Coefficient de capitalisation des résultats*	30,3	0,0	-3,7
S&P 500	1 431	-1,6	7,7
Dow Jones	10 522	0,7	-1,3

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

Au deuxième trimestre, l'économie américaine a connu une forte croissance...

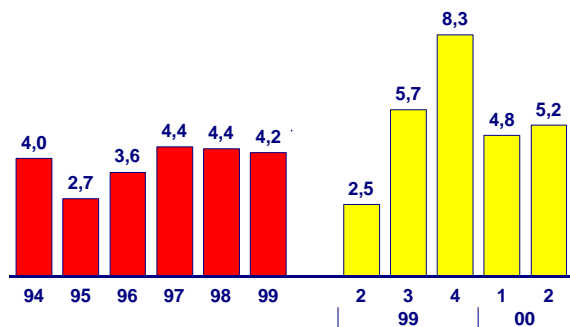
- Au deuxième trimestre de 2000, selon les estimations anticipées, le PIB réel a fait un bond de 5,2 % (taux annuel), après avoir crû de 4,8 %, taux révisé à la baisse, au trimestre précédent. Les fortes augmentations des investissements en capital fixe non résidentiels, des dépenses de consommation relatives à des services et des investissements dans les stocks ont plus que compensé la solide croissance des importations et le ralentissement des achats de biens durables.
- Toutefois, en juillet, le nombre d'emplois aux États-Unis a diminué de 108 000 -- la première baisse depuis janvier 1996 --, la hausse de l'emploi dans le secteur privé ne réussissant pas à contrebalancer la baisse de l'emploi dans le secteur public, elle-même attribuable au départ d'employés temporaires affectés au recensement. Le taux de chômage n'a pas changé en juillet, soit 4,0 %.
- Le déficit commercial des États-Unis est monté en flèche, atteignant un montant record de 31,0 milliards de dollars en mai, les exportations diminuant plus rapidement que les importations.

...mais les récentes données sur les coûts ont eu pour effet de réduire les attentes d'une majoration des taux

- Les prix à la consommation et les prix à la production ont augmenté de 0,6 % en juin, en raison surtout d'une hausse de 5,6 % des prix de l'énergie. Excluant les aliments et l'énergie, les prix à la production ont reculé de 0,1 % au cours du mois, alors que l'IPC ne s'est redressé que de 0,2 %.
- Au deuxième trimestre, la productivité s'est améliorée de 5,3 % (taux annuel). Jumelée à la décélération de l'indice des coûts salariaux, cette augmentation, plus forte que prévu, a eu pour effet d'apaiser les craintes d'une hausse prochaine des taux d'intérêt par la Réserve fédérale.

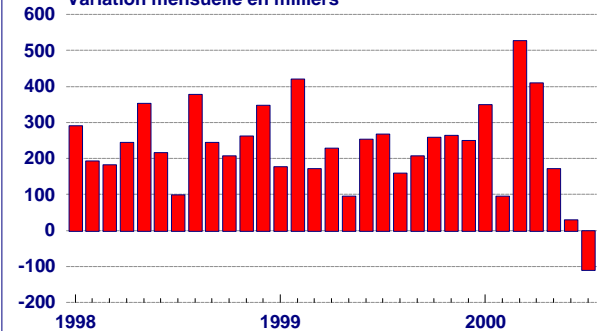
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



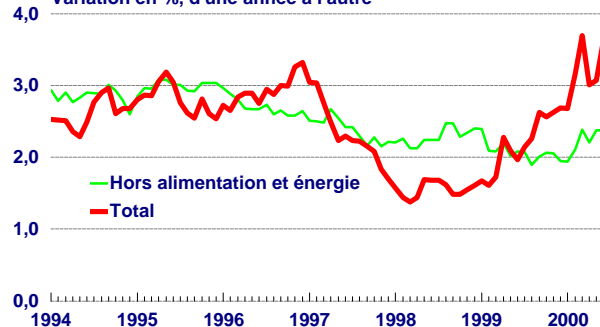
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

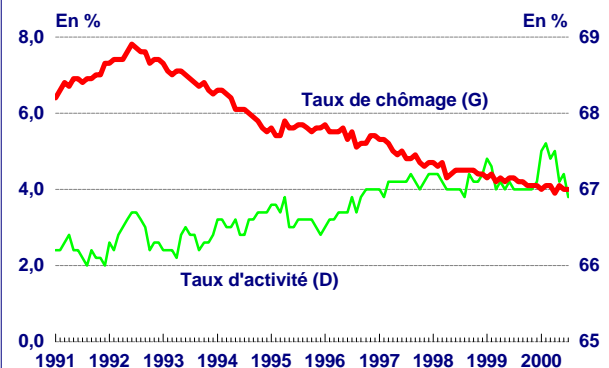


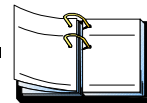
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Juin	16 août
Indice des prix à la consommation - Juillet	17 août
Commerce international - Juin	18 août
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 2e trimestre 2000	30 août
PIB au coût des facteurs - Juin	31 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre 2000	31 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 2000	31 août
Enquête sur la population active - Août	8 septembre
Taux d'utilisation de la capacité - 2e trimestre 2000	8 septembre
Enquête sur la situation des entreprises - Octobre	2 novembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Juillet	16 août
Commerce international - Juin	18 août
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	22 août
PIB - 2e trimestre 1999, estimations préliminaires	25 août
Situation de l'emploi - Août	1 septembre

Nota : Les IEM d'août sont fondés sur les données connues au 4 août 2000